

2. Norman était-il un "agent d'influence"? Obligés d'admettre qu'il n'existe aucune preuve quelle qu'elle soit que Norman aurait été un espion, les doctes chasseurs d'espions se rabattent maintenant sur la possibilité que Norman ait été un "agent d'influence" ou un "agent de désinformation", ou les deux. Or, il se révèle que cette accusation est encore plus difficile à prouver que celle d'espionnage. Confronté à une étude des Affaires extérieures attestant que les rapports de Norman, lorsque celui-ci était en poste au Caire, étaient "exceptionnels" et ne révélaient aucune trace de prévention communiste, Barros accuse les auteurs de naïveté. "Aucun agent d'influence, a-t-il soutenu, serait assez inconséquent pour laisser transparaître quoi que ce soit dans un télégramme ou dans une dépêche" (185). Il n'explique toutefois pas comment, selon lui, Norman s'y serait pris pour transmettre du Caire à Ottawa ses prétendus avis (déloyaux).

Le problème du décodage des archives est encore plus compliqué lorsque l'on cherche un prétendu "agent de désinformation". Barros explique que "l'information transmise peut-être fausse, partiellement fausse ou, au contraire, entièrement vraie". Quelles autres possibilités y a-t-il? En outre, Barros ajoute avec une générosité peu coutumière qu'"...il arrive souvent que, placés devant les mêmes faits, des fonctionnaires tout à fait honnêtes en donnent des interprétations divergentes..." (144). Mon engagement à prendre connaissance des dossiers des Affaires extérieures et à formuler un jugement sur la loyauté de Norman revêt, à prime abord, un caractère périlleux puisque la simple relation des faits, semble-t-il, peut être interprétée comme une preuve de perfide "désinformation".

Heureusement, dans de nombreuses autres situations, les mesures recommandées par Barros sont plus simples. L'une d'elles, par exemple, table sur la prétendue nécessité de tester la loyauté de Pearson sur l'ensemble de la période pendant laquelle il a été d'abord ministre, puis premier ministre (201). La méthode approuvée par Barros consiste à "juxtaposer" les avis ou les mesures préconisés par un individu donné à ce qu'il appelle les "objectifs russes". (186)

Jusqu'à un certain point, c'est là la méthode que j'ai moi-même adoptée pour me frayer un chemin à travers la multitude de rapports contenus dans le "dossier Norman" conservé aux Affaires extérieures. J'y ai également recherché des preuves que, dans ses rapports et recommandations à ses supérieurs, Norman avait dévié de la politique canadienne traditionnellement convenue en ce qui a trait aux intérêts du Canada à l'égard de l'Extrême-Orient, du Moyen-Orient et de la Nouvelle-Zélande. J'ai également comparé mes souvenirs à ceux de la plupart des agents qui avaient été les collaborateurs de Norman lors de ses